



L'ETRANGE DEFAITE DE RUSSIE UNIE, « LE PARTI DU POUVOIR »

Clémentine Fauconnier*

Outre les mobilisations populaires qui ont suivi le scrutin du 4 décembre 2011, la perte de la majorité constitutionnelle à la Douma par le parti Russie Unie a constitué l'évènement marquant des dernières élections législatives en Russie. Créée en 2001 pour soutenir Vladimir Poutine, Russie Unie bénéficiait depuis 2003 de plus des deux tiers des sièges au Parlement. Avec désormais 238 sièges sur 450, la fraction de Russie Unie se voit réduite de près d'un quart - avec 77 mandats de moins que lors de la précédente législature - et ne dispose désormais que de la majorité simple à la Douma. Avec plus des deux tiers des sièges, le parti pouvait à lui seul apporter des modifications à la Constitution sans soutien extérieur. Si le recul de Russie Unie ne pose pas de problème majeur de gouvernabilité pour les dirigeants de l'exécutif, puisque seule la majorité simple des voix est exigée pour l'adoption des lois fédérales, en revanche, il est porteur d'une forte charge symbolique. En effet, depuis sa fondation, le parti, étroitement associé à Vladimir Poutine qui a accepté d'en prendre la direction au printemps 2008, n'a jamais connu de défaite électorale sévère et, jusque-là, tant au niveau fédéral que régional, ses résultats n'avaient globalement jamais

cessé d'augmenter. De plus et depuis le début de l'année 2011, Russie Unie a fait l'objet d'une importante campagne négative sur Internet – reprise par certains partis d'opposition comme Russie Juste – incitant les électeurs à exprimer leur mécontentement de façon constructive en votant pour n'importe quel autre parti afin de faire perdre la majorité des sièges au parti du pouvoir. Dans la perspective de l'élection présidentielle, dont le premier tour aura lieu le 4 mars 2012, l'étrange défaite de Russie Unie apparaît comme la première étape de la remise en cause du système politique mis en place par Vladimir Poutine depuis le début des années 2000.

LES RESSORTS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS DES VICTOIRES DE RUSSIE UNIE

L'analyse des résultats de Russie Unie aux dernières législatives ne peut cependant être réduite à la manifestation d'un désaveu populaire vis-à-vis des dirigeants en général. En amont, elle nécessite de comprendre les différents facteurs qui ont permis la victoire du parti lors des précédents cycles électoraux de 2003 et 2007, la diversité des mécanismes de soutien dont il a bénéficié, tout comme le rôle et la place tenus par Russie Unie dans le système politique du pays, notamment vis-à-vis des dirigeants du pouvoir exécutif.

Le changement de mode de scrutin adopté durant le second mandat de Vladimir Poutine complique l'analyse comparée des résultats obtenus par Russie Unie lors des élections législatives de 2003, 2007 et 2011. En 2003, les députés à la Douma étaient élus au scrutin mixte avec 225 députés désignés au scrutin proportionnel de liste dans une circonscription nationale unique avec le seuil de représentativité fixé à 5% et 225 désignés au scrutin majoritaire uninominal à un tour dans des circonscriptions territoriales. En 2007 et 2011, les élections législatives se sont déroulées au scrutin proportionnel intégral en circonscription nationale unique avec le seuil de représentativité élevé à 7%. Les élections de 2003 avaient constitué un premier tournant important dans l'histoire politique de la Russie postsoviétique dans la mesure où l'exécutif central bénéficiait pour la première fois d'une majorité en sa faveur à la Douma. Russie Unie avait alors obtenu 37,57% de voix au scrutin proportionnel

et gagné 103 sièges au scrutin majoritaire. De fait, ces élections avaient été marquées par une forte disproportionnalité entre le nombre de voix obtenues par Russie Unie et le nombre de sièges alloués. En effet, comme l'a montré le politiste russe Grigori Golossov¹, la fragmentation de l'offre politique – avec la participation de nombreux petits partis et candidats sans-étiquette – avait joué un rôle décisif dans la « construction de la majorité ». Au scrutin proportionnel, grâce au mécanisme de redistribution des 30% de voix perdues par les organisations n'ayant pas franchi le seuil de représentativité de 5%, Russie Unie avait dès lors obtenu 53,3% des sièges avec seulement 37,57% des voix. Au scrutin majoritaire, 80 candidats indépendants ou représentants de petits partis élus dans les circonscriptions territoriales avaient rejoint la fraction de Russie Unie quelques jours après le scrutin lui permettant ainsi de bénéficier au total de plus des deux tiers des sièges. La mise en lumière de ces mécanismes institutionnels et politiques dans la première victoire de Russie Unie en 2003 (37,57% des voix au scrutin proportionnel contre 49,32% en 2011) permet alors de relativiser l'hypothèse d'un soutien massif des électeurs qui se serait érodé huit ans plus tard.

LE SOUTIEN DECISIF DES REGIONS

Ce sont d'autres facteurs qui ont permis à Russie Unie de conserver la majorité absolue des sièges à la Douma quatre ans plus tard. Conduites pour la première fois au scrutin proportionnel intégral, marquées par la disparition des candidats sans étiquette ainsi qu'une réduction notable du nombre de partis, les élections législatives de décembre 2007 ont donné lieu à une forte mobilisation des administrations régionales en faveur de Russie Unie. L'usage par les administrations régionales et notamment les chefs des exécutifs régionaux – appelés de façon générique les gouverneurs – de différents moyens de pression politiques, administratifs et économiques afin d'orienter le déroulement et les résultats des processus électoraux est un héritage des années quatre-vingt-dix. Il visait autant à assurer aux

¹ Golosov Grigorii, " Sfabrikovannoïe bol'chinstvo: konversia golossov v mesta na doumskikh vyborah 2003 g." [La majorité fabriquée : la conversion des voix en sièges aux élections à la douma de 2003], in Gel'man Vladimir (dir), *Treti èlektoral'ny tsikl v Rossii: 2003-2004 gody: kollektivnaïa monografiia* [le troisième cycle électoral en Russie : 2003-2004, monographie collective], Evropejskij universitet v Sankt-Peterburge, Fakul'tet političeskikh nauk i sociologii, 2007, pp. 41-44.

gouverneurs leur propre maintien en poste qu'à contrôler la formation des assemblées régionales. En 2005, ayant perdu le droit de se faire élire au suffrage universel au profit d'une procédure selon laquelle les assemblées régionales désignent un candidat choisi par le Président, leur dépendance vis-à-vis du centre fédéral s'est considérablement accrue. Le soutien sans ambiguïté à Russie Unie et la capacité à assurer sa victoire aux élections est alors devenu une marque de loyauté décisive et un des critères explicites pour maintenir ou non leur poste. Soixante-cinq des quatre-vingt-cinq gouverneurs russes ont ainsi figuré sur la liste électorale du parti en 2007 - contre vingt-huit aux élections précédentes - et mis pleinement leurs ressources au service de Russie Unie. Le parti du pouvoir a alors obtenu 64,30% des voix et est arrivé en première position dans l'ensemble des régions russes, n'obtenant un score légèrement inférieur à 50% que dans l'une d'entre elles. Si les études de sociologie électorale montrent que l'électorat de Russie Unie est plutôt féminin et jeune, elles ne permettent pourtant pas de distinguer un clivage important selon le niveau d'éducation ou de revenus entre ses électeurs et les autres². En revanche, aux élections de 2007 et 2011, l'étude de la répartition géographique des votes permet de distinguer une dizaine de régions dans lesquelles Russie Unie obtient des résultats supérieurs à 80%. Parmi elles, on note : les Républiques du nord-Caucase et la Tchétchénie - avec plus de 99% des voix lors des deux derniers cycles électoraux -, le Daguestan, l'Ingouchie ainsi que le Bachkortostan, le Tatarstan et la Mordovie. La capacité des administrations régionales à influencer sur le déroulement et les résultats du vote, autre héritage des années quatre-vingt-dix, est utilisée très inégalement d'une région à l'autre. Ainsi, l'obtention de résultats très élevés dans des zones où le vote est traditionnellement sous contrôle confirme la spécificité des mécanismes du soutien à Russie Unie qui doit en partie ses bons résultats à la maîtrise administrative du processus électoral, en particulier de certaines régions.

UN POUVOIR REDUIT

Bénéficiaire de la ressource administrative, la montée en puissance de Russie Unie a été concomitante d'un processus important de réforme de la législation électorale menée depuis le début des années 2000. Conduite dans le but proclamé de renforcer le rôle des organisations partisans dans la vie politique russe, les différentes mesures adoptées ont cependant concerné avant tout le recrutement des députés à tous les niveaux et non à celui des dirigeants de l'exécutif, lieu réel du pouvoir dans la Russie postsoviétique. Ce vide est

² Bessoudnov Alekseï, « 9 grafikov: kto golossouïet za «Yedinouïou Rossiou», kommounistov i LDPR? », http://slon.ru/russia/sotsiodemograficheskoe_issledovanie_karty_vyborov-684349.xhtml (publié en ligne le 6 octobre 2011).

révélateur des limites de ce processus de « partisanisation » et de la place accordée aux organisations politiques en général, y compris à Russie Unie. Durant le premier mandat de Vladimir Poutine, les dirigeants de Russie Unie ont multiplié les déclarations en faveur d'un gouvernement formé par le parti vainqueur aux élections législatives. Celui établi après la victoire de décembre 2003 ne comprenait qu'un seul membre du parti tandis que le projet d'un gouvernement partisan a été rapidement abandonné. De même, si le parti constitue le canal principal de recrutement des représentants de la branche législative du pouvoir, à l'inverse il ne joue aucun rôle dans la sélection du chef de l'exécutif. Certes, c'est le 24 septembre 2011, lors du XIIe congrès de Russie Unie, que Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine ont annoncé que le premier conduirait la liste du parti pour les législatives et le second serait candidat à la présidentielle. Cette décision n'avait cependant fait l'objet d'aucun vote interne ou procédure délibérative au sein du parti. Conçue comme un instrument au service des dirigeants de l'exécutif central et en particulier de Vladimir Poutine - qui dirige le parti depuis le printemps 2008 mais a décliné la proposition d'en devenir membre - Russie Unie n'est pas un acteur politique indépendant. Peu institutionnalisé dans les régions, il bénéficie d'une faible marge manœuvre aussi bien dans la formulation d'un programme que dans le recrutement des candidats aux fonctions électives.

LE DEBUT DU DECLIN ?

Les élections législatives de décembre 2011 marquent indéniablement un second tournant important dans l'histoire politique de la Russie postsoviétique. Les mobilisations qui ont suivi le scrutin et se poursuivent à la veille du premier tour de l'élection présidentielle sont les plus importantes en termes de participation depuis 20 ans. En revanche, on ne peut voir dans les résultats de Russie Unie de décembre 2011 que le reflet mécanique d'une soudaine baisse de popularité du parti, dont les victoires précédentes avaient été permises par une série de facteurs politiques, institutionnels et administratifs. Désormais, si une partie des revendications des manifestants ne vise plus seulement Russie Unie ou la régularité des élections mais directement Vladimir Poutine, le lien asymétrique créé entre le parti et son dirigeant laisse une certaine marge de manœuvre au Premier ministre candidat à la présidentielle. Si le destin de Russie Unie est étroitement lié à celui de son dirigeant, l'inverse ne l'est pas. Depuis le début de la campagne pour l'élection présidentielle, Vladimir Poutine – pourtant investi par le parti – n'a de cesse de prendre ses distances avec Russie Unie. Ainsi, l'équipe de campagne, aussi bien à Moscou que dans les régions, ne s'appuie pas sur les ressources du parti mais sur les réseaux du récent Front Populaire Panrusse

(FPP). Créé en mai 2006, le FPP – qui n'est pas enregistré comme un parti politique - a pour mission de rassembler les différentes associations et représentants de la société civile soutenant Vladimir Poutine. Sur la page d'accueil du site Internet de celui-ci³, c'est bien le logo du FPP qui apparait et non celui de Russie Unie. D'après le VTsIOM, les intentions de vote en faveur de Vladimir Poutine auraient d'ailleurs augmenté durant le mois de janvier passant de 48% à 52%⁴. En marginalisant Russie Unie, la stratégie du Kremlin consiste à protéger le souverain en le distinguant des instances intermédiaires chargées de faire le lien entre le pouvoir et la société. Payante à court terme et dans la continuité d'une tradition politique fortement personnalisée, cette stratégie empêche la résolution pacifique des conflits politiques par le jeu des institutions représentatives. En cas d'intensification sérieuse de la contestation, elle laissera les dirigeants du Kremlin face à la rue.

***Clémentine Fauconnier est doctorante au CERI**

³ <http://putin2012.ru/>

⁴ <http://wciom.ru/index.php?id=168>